



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Forage de 60 m de profondeur pour une recherche en eau souterraine
sur la commune de Jarzé-Villages (49)

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2022/SGAR/DREAL/2 du 12 janvier 2022 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire n°2022/DREAL/N°SDR-22-06 du 22 novembre 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2022-6509 relative à un projet de forage de 60 m de profondeur pour une recherche en eau souterraine sur la commune de Jarzé-Village, déposée par la SCEA Le coup du Lopin et considérée complète le 7 novembre 2022 ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un forage destiné à un usage domestique pour l'irrigation de cultures maraîchères ; que le forage prévoit de prélever moins de 1 000 m³ par an, dans la nappe du Cénomaniens ; qu'il sera situé à plus 35 m de toutes sources de pollutions ;

Considérant que le projet se situe en zone agricole A du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la commune d'Anjou-Loir-et-Sarthe, approuvé le 21/02/2019 ; que les affouillements et exhaussements de sols y sont autorisés sous réserve d'être liés à des usages et affectations des sols, constructions et activités autorisées dans les zones ou à des travaux d'infrastructures routières, de transports

collectifs, de circulation douce, de restauration de milieu naturel, de fouilles archéologiques ou d'aménagement d'espaces publics ;

Considérant que pour les usages domestiques et non potables, l'utilisation d'eau ne provenant pas du réseau public de distribution n'est autorisée que dans le respect de la réglementation en vigueur ; que dans ce cas, tout contact entre des canalisations acheminant des eaux d'origine différente devra être rendu impossible par une séparation physique totale entre ces deux réseaux ;

Considérant que ce forage fera 60 m de profondeur et sera équipé d'un tubage PVC et cimenté à l'extérieur (dalle béton de 3 m²) ; qu'il devra obligatoirement être équipé d'un compteur volumétrique ;

Considérant que l'aire d'alimentation théorique du forage est de 80 m environ ;

Considérant que le dossier n'est pas soumis à procédure au titre de la loi sur l'eau ; qu'il devra toutefois être déclaré en mairie au titre de l'article L.2224-9 du code des collectivités territoriales ainsi qu'à la banque de données du sous-sol (BSS), au titre du code minier ;

Considérant que le projet de forage se situe hors de tout zonage d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel et paysager ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de sondage de 60 m de profondeur pour une recherche en eau souterraine sur la commune de Jarzé-Villages est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA Le coup du Lopin et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le chef du Service Connaissance des Territoires et
Évaluation (SCTE) par intérim

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr